GK. - 1 - L. 2565/1.

9 V 1951
Transmis à la Coordination (2)
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 10 décembre 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la date de prise de rang et au classement des agents de l'Etat"

et, le 31 mars 1952, mis en possession d'un rapport au Roi devant précéder ce projet d'arrêté royal,

en ayant délibéré en ses séances des 14 décembre 1951, 8, 15, 18, 21, 23 et 30 janvier, 1er avril et 3 mai 1952,

a donné en sa séance du 3 mai 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 10e December 1951 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de datum van ranginneming en de rangorde van sommige Rijksambtenaren"

en, de 31e Maart 1952, in het bezit gesteld van een verslag aan de Koning, dat dit ontwerp van koninklijk besluit moet voorafgaan,

na er over beraadslaagd te hebben op de zittingen van 14 December 1951, 8, 15, 18, 21, 23 en 30 Januari, 1 April en 3 Mei 1952,

heeft ter zitting van 3 Mei 1952 het volgend advies gegeven :

C.E. R.S.
Entrée
5e Mai 1952
No COORD.

Le projet omet de se référer à l'article 66, alinéa 2, de la Constitution.

Cette omission soulève la question du fondement légal de l'arrêté projeté.

Il résulte des travaux préparatoires de la loi du 28 décembre 1950 que l'habilitation accordée par cette loi n'est juridiquement efficace que si le pouvoir que le Roi tient de l'article 66, alinéa 2 de la Constitution est limité entre autres par les lois sur la priorité aux emplois publics.

Si cette interférence existe, et si le Roi estimait qu'il convenait de la faire disparaître dans les limites tracées par la loi d'habilitation, il était tenu d'exercer avant le 31 décembre 1951 le pouvoir qui lui a été attribué par la loi du 28 décembre 1950.

La question du fondement légal du projet se ramène donc à celle de savoir si le pouvoir que le Roi tient de l'article 66, alinéa 2 de la Constitution est limité, en matière de prise de rang, par les lois sur la priorité aux emplois publics.

Aux termes de l'article 6 de ces lois, les droits accordés par les articles 4 et 5 des mêmes lois ne s'appliquent qu'à l'entrée en fonctions.

Or, les avantages prévus par le projet ne sont accordés qu'en cas de promotion.

En effet, en vertu de l'article 1er du projet, la période comprise entre la date de prise de rang fixée d'après les règles établies par le projet, et la date de nomination, est considérée comme une période de services prestés à titre définitif dans le grade dans lequel les agents sont régularisés, pour l'application des dispositions du statut administratif des agents de l'Etat qui se fondent sur l'ancienneté.

Les lois sur la priorité aux emplois publics ne mettent donc aucun obstacle à l'octroi des avantages précités.

Par conséquent, le Conseil d'Etat estime que le projet ne se fonde point sur la loi du 28 décembre 1950, mais qu'il est pris en exécution de l'article 66, alinéa 2, de la Constitution.

Le Conseil d'Etat propose de viser cet article au préambule du projet.

\+

\+ +

Bien que le projet ne se fonde pas sur la loi du 28 décembre 1950, il parachève le système de régularisation des agents temporaires en complétant l'article 20 de l'arrêté royal du 23 juin 1951.

La mise en oeuvre de ce système impose l'organisation simultanée de concours d'admission au stage, accessibles aux candidats prioritaires étrangers à l'administration, pour vingt pour cent de tous les emplois de début vacants.

\+

\+ +

En ce qui concerne le commentaire que le rapport au Roi fait de l'article 14, le Conseil d'Etat observe que ce n'est qu'à partir de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Régent du 1er avril 1948 que le recrutement d'inspecteurs adjoints des finances, de conseillers budgétaires adjoints et de conseillers adjoints d'administration générale a été réalisé selon un système de concours, dérogatoire au régime statutaire normal.

\+

\+ +

Conformément à l'article 30 du statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1950, le conseil de direction doit se prononcer sur le sort du stagiaire à la fin de son stage. Ou bien le conseil de direction propose, par avis motivé, le licenciement du stagiaire, ou bien il l'autorise à se présenter à l'examen d'admission définitive.

Les stagiaires qui réussissent cet examen doivent être classés conformément à l'article 34 ter du statut des agents de l'Etat, en vue de leur avancement de grade, lors d'une vacance d'emploi.

Ce classement est établi sur la moyenne arithmétique des cotes du concours d'admission au stage et de l'examen d'admission définitive, ces cotes étant calculées sur un maximum de 20 points.

Aux termes de l'article 7 du texte proposé par le Conseil d'Etat ci-après, reprenant l'idée exprimée dans l'article 6, alinéa 3, du projet, "les agents admis au stage après le 24 mai 1947 et avant le 4 janvier 1951, qu'ils aient subi ou non l'examen

.../...

d'admission définitive, et qui prennent rang à une même date, ne sont pas classés conformément à l'article 34 ter du statut des agents de l'Etat, mais selon les points obtenus au concours d'admission au stage ...".

Les agents qui ont subi l'examen d'admission définitive pendant la période comprise entre les dates précitées, seront désormais classés en vue de leur avancement de grade, lors d'une vacance d'emploi, par application des dispositions de l'article 7 précité et non plus par application de l'article 34 ter du statut des agents de l'Etat.

Le classement prévu par l'article 34 ter est lié à un événement futur : la vacance d'emploi. Il s'ensuit que le droit virtuel résultant de ce classement ne devient effectif que lorsque cet événement se produit.

L'article proposé ne porte donc pas atteinte à des droits acquis.

\+

\+ +

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF A LA DATE DE PRISE DE RANG D'ANCIENNETE ET AU CLASSEMENT DES AGENTS DE L'ETAT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

.../...

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 23 juin 1951 portant des mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois des administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1951;

Considérant que les mesures de régularisation prises en faveur des agents temporaires et de certains agents définitifs et stagiaires imposent la revision des règles déterminant l'ancienneté requise par les diverses dispositions statutaires;

Vu l'avis du Comité interdépartemental de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les agents nommés en qualité de stagiaire, ou à titre définitif ou à un grade supérieur en application des mesures de régularisation prévues par l'arrêté royal du 23 juin 1951 et en application de

.../...

celles qui étaient prévues par l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 modifié par les arrêtés du Régent du 10 avril et du 11 avril 1948, ne sont soumis aux dispositions statutaires qui régissent leur nouvelle qualité qu'à partir de la date où il est procédé à leur nomination.

Sans préjudice de l'article 11 de l'arrêté royal du 23 juin 1951, la période comprise entre la date de prise de rang fixée d'après les règles établies par le présent arrêté et la date de la nomination, est considérée comme une période de services prestés à titre définitif dans le grade dans lequel les agents sont régularisés pour l'application des dispositions du statut administratif des agents de l'Etat qui se fondent sur l'ancienneté, calculée sur les services prestés à titre définitif.

Cette disposition ne s'applique pas aux mesures de régularisation prévues par les articles 14, 15 et 17 de l'arrêté royal du 23 juin 1951.

Pour le calcul des huit années d'ancienneté prévues à l'article 7 de l'arrêté royal du 7 août 1939, sont comptés tous les services que l'arrêté royal du 23 juin 1951 prend en considération pour la régularisation.

Pour le calcul des deux années d'ancienneté prévues par le même article 7, la période visée à l'alinéa 2 est seule prise en considération.

.../...

Article 2.-

Les agents régularisés par application des articles 1er et 23 de l'arrêté royal du 23 juin 1951, de même que ceux qui ont été régularisés en vertu de l'article 1er de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, modifié par celui du 10 avril 1948, prennent rang au 25 mai 1947.

Toutefois, la date de prise de rang des intéressés ne peut être antérieure à celle à laquelle ils ont commencé à exercer sans interruption des fonctions au moins équivalentes à celles qui sont afférentes au grade dans lequel ils sont régularisés.

En cas d'identité de date de prise de rang d'ancienneté, le classement respectif des agents de l'Etat visé par le présent article est établi compte tenu de tous les services que l'arrêté royal du 23 juin 1951 prend en considération pour la régularisation.

Article 3.-

Les agents régularisés par application des articles 3 et 24 de l'arrêté royal du 23 juin 1951, de même que ceux qui ont été régularisés en vertu des articles 2 et 3 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, modifié par celui du 10 avril 1948, prennent rang au 1er janvier de la deuxième année qui suit celle du concours pris en considération pour leur régularisation, sans toutefois que la date de prise de rang puisse être antérieure au 25 mai 1947, ni postérieure au 1er janvier 1949.

Toutefois, la date de prise de rang ne peut en aucune façon être antérieure à celle à laquelle les agents ont commencé à exercer sans interruption des fonctions au moins équivalentes à celles qui sont afférentes au grade dans lequel ils ont été régularisés, ni postérieure à la date à laquelle l'acte de régularisation a été pris, à moins que cette dernière date précède celle à laquelle ils ont commencé à exercer sans interruption les fonctions visées ci-dessus.

Les agents qui, en vertu du présent article, prennent rang au 25 mai 1947, sont classés après ceux visés à l'article 2, compte tenu de tous les services que l'arrêté royal du 23 juin 1951 prend en considération pour la régularisation.

En cas d'identité de date de prise de rang d'ancienneté, les agents visés aux alinéas 1er et 2, à l'exception de ceux visés à l'alinéa 3, sont classés d'après la date du procès-verbal du concours et subsidiairement d'après les points qu'il y ont obtenus. A égalité de points, le classement est établi compte tenu de tous les services que l'arrêté royal du 23 juin 1951 prend en considération pour la régularisation.

Article 4.-

Les agents régularisés par application des articles 2 et 25 de l'arrêté royal du 23 juin 1951 prennent rang au 1er janvier 1949.

.../...

Toutefois, la date de prise de rang ne peut, en aucune façon, être antérieure à celle à laquelle les agents ont commencé à exercer sans interruption des fonctions au moins équivalentes à celles qui sont afférentes au grade dans lequel ils sont régularisés.

Les agents qui, en vertu du présent article, prennent rang au 1er janvier 1949, sont classés après ceux visés à l'article 3, d'après la date du procès-verbal du concours d'admission au stage ou de l'examen d'admission définitive qu'ils ont réussi et, subsidiairement, d'après les points obtenus à ce concours ou à cet examen.

Ceux qui prennent rang à la date à laquelle ils ont commencé à exercer sans interruption des fonctions au moins équivalentes à celles qui sont afférentes au grade dans lequel ils sont régularisés sont, à identité de date, classés d'après la date du procès-verbal du concours d'admission au stage ou de l'examen d'admission définitive qu'ils ont réussi et, subsidiairement, d'après les points obtenus à ce concours ou à cet examen.

A égalité de points, le classement est établi compte tenu de tous les services que l'arrêté royal du 23 juin 1951 prend en considération pour la régularisation.

.../...

Article 5.-

Les agents visés par les articles 14, 15, 17 et 26 de l'arrêté royal du 23 juin 1951 et ceux qui étaient visés par les articles 1er et 4 de l'arrêté du Régent du 11 avril 1948 prennent rang et sont classés avec les agents visés par les articles 2 à 4 du présent arrêté et suivant les règles établies par ces articles.

Lorsque ces agents ont été régularisés ou auraient pu être régularisés s'ils en avaient exprimé le désir par application des articles 1er ou 23 de l'arrêté royal du 23 juin 1951 ou de l'article 1er de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 modifié par celui du 10 avril 1948, ils prennent rang et sont classés suivant les règles établies par l'article 2 du présent arrêté.

Lorsque ces agents ont été régularisés ou auraient pu être régularisés s'ils en avaient exprimé le désir par application des articles 3 ou 24 de l'arrêté royal du 23 juin 1951 ou des articles 2 et 3 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 modifié par celui du 10 avril 1948, ils prennent rang et sont classés suivant les règles établies par l'article 3 du présent arrêté.

Lorsque ces agents ont été régularisés ou auraient pu être régularisés s'ils en avaient exprimé le désir par application des articles 2 ou 25 de l'arrêté royal du 23 juin 1951, ils prennent rang et sont classés suivant les règles établies par l'article 4 du présent arrêté.

.../...

Pour la fixation de l'équivalence des fonctions envisagées par les articles 2 à 4 du présent arrêté, les agents visés par les articles 14 et 15 de l'arrêté royal du 23 juin 1951, de même que ceux qui étaient visés par l'article 1er de l'arrêté du Régent du 11 avril 1948, sont censés avoir continué jusqu'à leur régularisation l'exercice des fonctions correspondant au grade qu'ils détenaient avant leur nomination définitive ou en qualité de stagiaire.

Article 6.-

Les agents visés à l'article 16 de l'arrêté royal du 23 juin 1951 prennent rang :

1° soit à une des dates déterminées conformément à l'article 2 du présent arrêté si les intéressés étaient en fonctions au 26 août 1939 et répondent aux conditions prévues par le 1° de l'article 1er de l'arrêté royal du 23 juin 1951; pour l'application de l'article 2, les services prestés en qualité de stagiaire ou d'agent définitif sont assimilés à des services rendus en qualité d'agent temporaire.

Ces agents sont classés avec les agents visés à l'article 2 du présent arrêté et suivant les règles y établies;

2° soit à la date à laquelle ils ont commencé à exercer sans interruption des fonctions au moins équivalentes à celles qui correspondent au grade qu'ils avaient à la date d'entrée en vigueur de

.../...

l'arrêté royal du 23 juin 1951, sans toutefois que la date de prise de rang puisse être antérieure au 25 mai 1947, si les intéressés ne répondent pas aux conditions rappelées sub 1°.

Ces agents sont classés avec les agents visés par l'article 3 du présent arrêté et suivant les règles établies par cet article 3, alinéas 3 et 4.

Article 7.-

Les agents admis au stage après le 24 mai 1947 et avant le 4 janvier 1951, qu'ils aient subi ou non l'examen d'admission définitive et qui prennent rang à une même date, ne sont pas classés conformément à l'article 34 ter du statut des agents de l'Etat, mais selon les points obtenus au concours d'admission au stage.

Si des agents visés à l'alinéa précédent et des agents visés à l'article 3, alinéa 4, prennent rang à une même date, ils sont classés d'après la date du procès-verbal du concours et subsidiairement d'après les points qu'ils y ont obtenus.

Article 8.-

Le classement prévu aux articles 6 et 7, des agents admis au stage sans épreuve par application de l'arrêté du Régent du 3 mai 1948 fixant

.../...

les conditions auxquelles pourront être nommés agents de l'Etat, au sens du statut, les agents et anciens agents de la Colonie, les membres de l'Ordre judiciaire, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, les militaires et le personnel administratif des greffes, des parquets, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, est déterminé, sur avis du conseil de direction, par le ministre compétent.

Article 9.-

Les agents visés à l'article 18 de l'arrêté royal du 23 juin 1951 prennent rang à la date à laquelles ils commencent à exercer les fonctions afférentes au grade qui leur est attribué en vertu de l'article 18 précité.

En cas d'identité de date de prise de rang d'ancienneté, les agents visés par le présent article sont classés d'après la date du procès-verbal du concours d'admission ou de l'examen d'admission définitive et subsidiairement d'après les points qu'ils y ont obtenus.

Article 10.-

La date de prise de rang et le classement des agents qui ont été régularisés par application de l'article 11 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, modifié par celui du 10 avril 1948, et par application de l'article 27 de l'arrêté royal du 23 juin 1951, sont, sur avis du conseil de direction, fixés par le ministre compétent, sur avis conforme du ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Toutefois, la date de prise de rang ne peut jamais être antérieure au 25 mai 1947, ni postérieure à la date à laquelle l'acte de régularisation a été pris.

Article 11.-

Les agents de l'Etat qui, avant le 25 mai 1947, étaient stagiaires ou définitifs et qui, après cette date, ont été nommés ou seront nommés à un autre grade de début de leur catégorie ou à un grade d'une catégorie supérieure, à la suite d'une épreuve déjà subie avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, prennent rang au 25 mai 1947, mais sont classés avant les agents bénéficiaires des mesures de régularisation.

La même règle s'applique en cas de nomination à un grade supérieur à la suite de la première épreuve organisée à leur intention après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Toutefois, s'ils se trouvent dans les cas prévus par l'article 9, alinéa 4, de l'arrêté royal du 23 juin 1951, modifié par celui du 12 décembre 1951, ils prennent rang à la date à laquelle ils commencent à exercer leurs nouvelles fonctions.

Le classement respectif des agents visés par le présent article est établi dans l'ordre suivant:

A. En ce qui concerne les agents nommés à un autre grade de début de la même catégorie :

1° les agents qui ont été nommés au nouveau grade avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° les autres agents.

Les agents visés aux 1° et 2° sont respectivement classés conformément à l'arrêté royal du 3 janvier 1940 fixant les dispositions transitoires relatives au recrutement et à l'avancement prises en exécution du statut des agents de l'Etat.

.../...

B. En ce qui concerne les agents nommés à un grade de la catégorie supérieure :

1° les agents qui ont été nommés au nouveau grade avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° les agents qui auront accès à la catégorie supérieure par application de l'arrêté royal du 3 janvier 1940.

Les agents visés aux 1° et 2° sont respectivement classés d'après les dispositions réglementaires qui régissent actuellement leur classement;

3° les agents qui ont accès à la catégorie supérieure grâce à leur réussite d'un concours d'accession ou d'un concours public d'admission au stage, d'après la date du procès-verbal de clôture de l'épreuve et subsidiairement d'après les points obtenus à ces épreuves.

Article 12.-

Par dérogation aux articles 2 à 7 du présent arrêté, la date de prise de rang et le classement de l'agent régularisé à la suite d'un concours donnant accès à des emplois pour une administration autre que celle dans laquelle il est nommé à titre définitif, sont fixés, sur avis du conseil de direction, par le ministre qui a cette dernière administration dans ses attributions.

De même, la date de prise de rang et le classement de l'agent régularisé dans un autre grade que celui qui faisait l'objet du concours pris en considération pour la régularisation, sont fixés, sur avis du conseil de direction, par le ministre dont il relève.

.../...

Toutefois, la date de prise de rang attribuée dans les conditions fixées aux alinéas précédents ne peut être antérieure à celle qui eût été conférée à l'agent s'il avait été régularisé dans l'administration ou dans le grade auxquels le concours était destiné.

D'autre part, elle ne peut être postérieure à la date à laquelle l'acte de régularisation a été pris, ni à celle attribuée aux agents qui sont régularisés à la suite du premier concours ou examen pour l'administration ou pour le grade envisagés, qui suit celui auquel l'intéressé doit sa régularisation.

Article 13.-

La date de prise de rang et le classement de l'agent définitif ou stagiaire transféré d'un ministère à un autre sont fixés, sur avis du conseil de direction, par le ministre dont relève l'intéressé à la suite de son transfert.

La même règle s'applique à l'agent définitif ou stagiaire nommé à un emploi équivalent mais autrement dénommé que celui qu'il occupait précédemment dans le même ministère ou dans un autre ministère.

La date de prise de rang attribuée conformément aux alinéas précédents ne peut être antérieure à celle que l'agent avait dans sa position précédente. D'autre part, elle ne peut être postérieure à la date à laquelle est pris l'acte comportant la nouvelle affectation.

.../...

Toutefois, l'agent conserve toujours la date de prise de rang et le classement qu'il avait dans sa position précédente, lorsque le statut administratif des agents de l'Etat permet l'avancement de grade, même pour des emplois à dénomination différente, par voie de transfert soit d'un ministère à un autre, soit d'un service à un autre service du même ministère.

Les règles établies aux trois premiers alinéas s'appliquent également lorsqu'un agent définitif ou stagiaire est transféré, sans modification de grade, d'une administration à une autre du même ministère et que le règlement organique en vigueur à la date à laquelle l'acte comportant la nouvelle affectation est pris, interdit l'avancement de grade par voie de transfert d'un service à un autre du même ministère.

Article 14.-

Le présent arrêté est applicable aux inspecteurs adjoints des finances, aux conseillers budgétaires adjoints et aux conseillers adjoints d'administration générale.

Toutefois, ces agents ne peuvent pas se prévaloir entre eux de cette disposition en cas de compétition pour un des emplois d'inspecteur des finances, de conseiller budgétaire ou de conseiller d'administration générale. En ce cas, ils prennent rang à la date à laquelle ils ont été admis en stage ou admis à l'essai.

.../...

Par dérogation à l'article 9 de l'arrêté du Régent du 1er avril 1948, le classement des lauréats d'un même concours se fonde uniquement sur les résultats du concours d'admission, s'ils ont été admis en fonction à une même date et avant l'entrée en vigueur de la loi du 28 décembre 1950.

Article 15.-

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par "points obtenus au concours" les résultats des épreuves, abstraction faite des bonifications de points et des reclassements opérés en vertu de l'article 4 de la loi des 3 août 1919/27 mai 1947 et de l'arrêté du Régent du 25 juin 1949 instituant des concours exceptionnels d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté du Régent du 25 août 1949.

Article 16.-

Le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions décide de l'équivalence des fonctions, visée aux articles 2 à 6 du présent arrêté. Les fonctions exercées dans des services publics autres que les administrations de l'Etat ne sont prises en considération que si les intéressés ont été affectés d'office à ces fonctions après avoir presté des services dans une administration de l'Etat.

Article 17.-

Les agents nommés en stage en vertu de l'arrêté royal du 23 juin 1951, modifié par l'arrêté

.../...

royal du 12 décembre 1951, et qui réussiraient par la suite un concours normal d'admission au stage, ne pourront se prévaloir de leur qualité d'agent stagiaire pour obtenir une prise de rang ou un classement plus avantageux que les autres candidats qui réussiraient ce concours.

Article 18.-

Nos ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,

Het ontwerp verzuimt naar artikel 66, tweede lid, van de Grondwet te verwijzen.

Ingevolge dat verzuim rijst de vraag naar de rechtsgrond van het ontworpen besluit.

Uit de parlementaire voorbereiding der wet van 28 December 1950 blijkt dat de bevoegdheid door die wet verleend juridisch slechts doeltreffend is wanneer de macht, die de Koning aan artikel 66, tweede lid, van de Grondwet ontleent, onder meer door de wetten op de prioriteit voor openbare betrekkingen wordt beperkt.

Bestaat zodanige interferentie en mocht de Koning het wenselijk achten ze binnen de perken van de wet tot bevoegdmaking weg te nemen, dan moest hij de macht, die de wet van 28 December 1950 hem opdraagt, vóór 31 December 1951 uitoefenen.

Het vraagstuk van de rechtsgrond van het ontwerp komt dus hierop neer : of de wetten op de prioriteit voor openbare betrekkingen inzake ranginneming perken stellen aan de macht welke de Koning aan artikel 66, tweede lid, van de Grondwet ontleent.

Volgens artikel 6 van die wetten worden de rechten, bij de artikelen 4 en 5 van dezelfde wetten toegekend, enkel bij het indiensttreden toegepast.

Welnu de voordelen, bij het ontwerp bepaald, worden enkel in geval van bevordering verleend.

Krachtens artikel 1 van het ontwerp immers wordt het tijdperk dat begrepen is tussen de datum van ranginneming, vastgesteld volgens de bij het ontwerp bepaalde regelen enerzijds, en de datum van benoeming

.../...

anderzijds, met het oog op de toepassing der bepalingen van het administratief statuut van het Rijkspersoneel die op de ancienniteit steunen, aangemerkt als een tijdperk van dienst in vast verband verricht in de graad waarin de personeelsleden worden geregulariseerd.

De wetten op de prioriteit voor openbare betrekkingen vormen dus geen beletsel voor het toekennen van voornoemde voordelen.

De Raad van State is derhalve van oordeel dat het ontwerp niet op de wet van 28 December 1950 is gegrond, maar ter uitvoering van artikel 66, tweede lid, van de Grondwet is genomen.

De Raad van State stelt voor, dat artikel in de inleiding van het ontwerp te vermelden.

\+

\+ \+

Hoewel het ontwerp niet op de wet van 28 December 1950 steunt, voltooit het de maatregelen inzake regularisatie van het tijdelijk personeel door artikel 20 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 aan te vullen.

Om dat systeem in werking te brengen, moeten gelijktijdig vergelijkende examens voor toelating tot de proeftijd worden ingericht voor twintig ten honderd van al de openstaande aanvangsbetrekkingen, aan welke examens mogen deelnemen de niet tot de administratie behorende prioriteitgerechtigde candidaten.

\+

\+ \+

Wat betreft de commentaar die het verslag aan de Koning over artikel 14 maakt, merkt de Raad van State op dat de werving van adjunct-inspecteurs van financiën, van adjunct-begrotingsadviseurs en van adjunct-adviseurs van algemeen bestuur slechts sedert de inwerkingtreding van het besluit van de Regent van 1 April 1948 gebeurd is volgens een stelsel van vergelijkende examens, afwijkend van de normale regeling van het statuut.

\+

Overeenkomstig artikel 30 van het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 Maart 1950, moet de directieraad aan het einde van de proeftijd over het lot van de stagiaire beslissen. Of wel stelt de directieraad bij een met redenen omkleed advies de afdanking van de stagiaire voor, of wel staat hij hem toe het examen voor toelating in vaste dienst af te leggen.

De stagiaires die voor dat examen slagen moeten, met het oog op hun bevordering tot een hogere graad bij het openvallen van een betrekking, gerangschikt worden overeenkomstig artikel 34 ter van het statuut van het Rijkspersoneel.

Die rangschikking geschiedt volgens het rekenkundig gemiddelde van de waarderingscijfers van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd en van het examen voor toelating in vaste dienst, waarbij die cijfers berekend worden op een maximum van 20 punten.

Volgens artikel 7 van de hierna door de Raad van State voorgestelde tekst, die de gedachte van artikel 6, derde lid, van het ontwerp overneemt, "worden de personeelsleden, na 24 Mei 1947 en vóór 4 Januari 1951 tot de proeftijd toegelaten, of zij het examen voor vaste aanstelling al dan niet hebben afgelegd, en die hun rang innemen op een zelfde datum, niet gerangschikt overeenkomstig artikel 34 ter van het statuut van het Rijkspersoneel, maar volgens de punten in het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd behaald...

De personeelsleden die het examen voor toelating in vaste dienst hebben afgelegd tijdens de periode tussen voornoemde data begrepen, worden voortaan met het oog op hun bevordering tot een hogere graad, bij het openvallen van een betrekking, gerangschikt bij toepassing van het bepaalde in voornoemd artikel 7 en niet meer bij toepassing van artikel 34 ter van het statuut van het Rijkspersoneel.

.../...

De rangorde waarvan sprake in artikel 34 ter hangt samen met een toekomstige gebeurtenis : het vacant zijn van een betrekking. Bijgevolg wordt het virtueel recht dat uit die rangorde voortspruit, eerst werkelijk wanneer die gebeurtenis zich voordoet.

Het voorgesteld artikel maakt dus geen inbreuk op verkregen rechten.

\+

\+ +

Voor het overige stelt de Raad van State voor, in het ontwerp vormwijzigingen aan te brengen die in de hierna voorgestelde tekst zijn opgenomen.

ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE DATUM VAN RANGINNEMING EN DE RANGORDE VAN HET RIJKSPERSONEEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel ;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 houdende tijdelijke maatregelen betreffende de toelating tot betrekkingen in de Rijksbesturen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 December 1951 ;

.../...

Overwegende dat ingevolge de maatregelen genomen tot regularisatie van het tijdelijk personeel en van sommige vaste en stagedoende personeelsleden, een herziening van de regelen tot vaststelling van de ancienniteit vereist door de onderscheiden statutaire bepalingen noodzakelijk is geworden.

Gelet op het advies van de Interdepartementale Syndicale Raad van advies ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Eerste-Minister en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De personeelsleden die bij toepassing van de regularisatiemaatregelen genomen bij het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 en bij toepassing van de maatregelen die waren genomen bij het besluit van de Regent van 30 April 1947, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 10 April en 11 April 1948, als stagiaire of in vast verband of tot een hogere graad zijn benoemd, zijn pas met ingang van de datum van hun benoeming onderworpen aan de statutaire bepalingen welke voor hun nieuwe hoedanigheid gelden.

Voor de toepassing van de bepalingen van het administratief statuut van het Rijkspersoneel welke uitgaan van de ancienniteit berekend op grond van de

.../...

in vast verband gedane dienst wordt, onverminderd artikel 11 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951, het tijdperk begrepen tussen de datum van ranginneming vastgesteld volgens de bij dit besluit bepaalde regelen enerzijds en de datum van de benoeming anderzijds, aangemerkt als een tijdperk van dienst, in vast verband gedaan in de graad waarin het personeel is geregulariseerd.

Deze bepaling is niet van toepassing op de regularisatiemaatregelen bepaald bij de artikelen 14, 15 en 17 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951.

Voor de berekening van de acht jaar anciënniteit, in artikel 7 van het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 voorgeschreven, wordt alle dienst welke het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 voor de regularisatie in aanmerking neemt, medegeteld.

Voor de berekening van de twee jaar anciënniteit in hetzelfde artikel 7 voorgeschreven, wordt alleen het tijdperk, bedoeld in het tweede lid, in aanmerking genomen.

Artikel 2.-

De personeelsleden geregulariseerd bij toepassing van de artikelen 1 en 23 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951, alsmede degenen die geregulariseerd werden krachtens artikel 1 van het besluit van de Regent van 30 April 1947, gewijzigd bij dat van 10 April 1948, nemen hun rang in op 25 Mei 1947.

.../...

De datum van ranginneming van de belanghebbenden kan evenwel niet liggen vóór de datum met ingang waarvan zij een ambt, ten minste gelijkwaardig met het ambt verbonden aan de graad waarin zij geregulariseerd werden, zonder onderbreking hebben uitgeoefend.

Ingeval de datums van ranginneming voor anciënniteit dezelfde zijn,wordt de onderscheiden rangorde der bij dit artikel bedoelde leden van het Rijkspersoneel opgemaakt met inachtneming van alle diensten welke het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 voor regularisatie in aanmerking neemt.

Artikel 3.-

De personeelsleden geregulariseerd bij toepassing van de artikelen 3 en 24 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951, alsmede degenen die geregulariseerd werden krachtens de artikelen 2 en 3 van het besluit van de Regent van 30 April 1947, gewijzigd bij dat van 10 April 1948, nemen hun rang in op 1 Januari van het tweede jaar volgend op dat van het vergelijkend examen dat voor hun regularisatie in aanmerking wordt genomen, echter zonder dat de datum der ranginneming vroeger kan liggen dan 25 Mei 1947 of later dan 1 Januari 1949.

De datum van de ranginneming kan evenwel in geen geval liggen vóór de datum met ingang waarvan zij een ambt, ten minste gelijkwaardig met het ambt verbonden aan de graad waarin zij geregulariseerd werden, zonder onderbreking hebben uitgeoefend, noch na de datum waarop de akte van regularisatie is genomen, tenzij laatstgenoemde datum ligt vóór die met ingang waarvan zij gezegd ambt zonder onderbreking hebben uitgeoefend.

../...

De personeelsleden, die krachtens dit artikel hun rang innemen op 25 Mei 1947, worden na de in artikel 2 bedoelde personeelsleden gerangschikt, met inachtneming van alle diensten welke het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 voor regularisatie in aanmerking neemt.

Ingeval de datums van ranginneming voor ancienniteit dezelfde zijn, worden de in het eerste en het tweede lid bedoelde personeelsleden, met uitzondering van die bedoeld in het derde lid, gerangschikt naar de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen en subsidiair volgens de in dat examen behaalde punten. Bij gelijk puntencijfer wordt de rangorde opgemaakt met inachtneming van alle diensten welke het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 voor regularisatie in aanmerking neemt.

Artikel 4.-

De personeelsleden geregulariseerd bij toepassing van de artikelen 2 en 25 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951, nemen hun rang in op 1 Januari 1949.

.../...

De datum der ranginneming kan echter in geen geval liggen vóór de datum met ingang waarvan zij een ambt,ten minste gelijkwaardig met het ambt verbonden aan de graad waarin zij geregulariseerd worden, zonder onderbreking hebben uitgeoefend.

De personeelsleden die krachtens dit artikel hun rang innemen op 1 Januari 1949, worden gerangschikt na die bedoeld in artikel 3, volgens de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd of van het examen voor toelating in vaste dienst waarvoor zij geslaagd zijn, en subsidiair volgens de in een van beide examens behaalde punten.

Zij die hun rang innemen op de datum met ingang waarvan zij een ambt ten minste gelijkwaardig met het ambt verbonden aan de graad waarin zij worden geregulariseerd zonder onderbreking hebben uitgeoefend,worden,bij gelijkheid van die datum, gerangschikt volgens de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen voor toelating tot de stage of van het examen voor toelating in vaste dienst waarvoor zij geslaagd zijn, en subsidiair volgens de in een van beide examens behaalde punten.

Bij gelijk puntencijfer wordt de rangorde opgemaakt met inachtneming van alle diensten welke het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 voor regularisatie in aanmerking neemt.

.../...

Artikel 5.-

De personeelsleden bedoeld in de artikelen 14, 15, 17 en 26 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 en zij die bedoeld waren in de artikelen 1 en 4 van het besluit van de Regent van 11 April 1948, nemen hun rang in en worden gerangschikt samen met de personeelsleden in de artikelen 2 tot 4 van dit besluit bedoeld en volgens de regelen bij die artikelen gesteld.

Wanneer die personeelsleden bij toepassing van de artikelen 1 of 23 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 of van artikel 1 van het besluit van de Regent van 30 April 1947, gewijzigd bij dat van 10 April 1948, geregulariseerd zijn of hadden kunnen worden zo zij de wens daartoe hadden te kennen gegeven, nemen zij hun rang in en worden zij gerangschikt volgens de regelen bij artikel 2 van dit besluit gesteld.

Wanneer die personeelsleden bij toepassing van de artikelen 3 of 24 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 of van de artikelen 2 en 3 van het besluit van de Regent van 30 April 1947, gewijzigd bij dat van 10 April 1948, geregulariseerd zijn of hadden kunnen worden zo zij de wens daartoe hadden te kennen gegeven, nemen zij hun rang in en worden zij gerangschikt volgens de regelen bij artikel 3 van dit besluit gesteld.

Wanneer die personeelsleden bij toepassing van de artikelen 2 of 25 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 geregulariseerd zijn of hadden kunnen worden zo zij de wens daartoe hadden te kennen gegeven, nemen zij hun rang in en worden zij gerangschikt volgens de regelen bij artikel 4 van dit besluit gesteld.

.../...

Voor het vaststellen der gelijkwaardigheid van de ambten bij de artikelen 2 tot 4 van het tegenwoordige besluit bedoeld, worden de personeelsleden bedoeld bij de artikelen 14 en 15 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951, alsmede zij die bedoeld waren in artikel 1 van het besluit van de Regent van 11 April 1948, geacht tot het tijdstip van hun regularisatie te hebben blijven uitoefenen het ambt dat overeenstemt met de graad die zij vóór hun benoeming in vast verband of als stagiaire bekleedden.

Artikel 6.-

De personeelsleden in artikel 16 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 bedoeld, nemen hun rang in :

1° hetzij op een der datums bepaald overeenkomstig artikel 2 van dit besluit, zo de betrokkenen 26 Augustus 1939 in functie waren en voldoen aan de vereisten gesteld bij 1° van artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951; voor de toepassing van artikel 2 worden de diensten, als stagiaire of als vast aangestelde gedaan, gelijkgesteld met diensten als tijdelijke gedaan .

Die personeelsleden worden gerangschikt met de personeelsleden in artikel 2 van dit besluit bedoeld en volgens de bij dat artikel gestelde regelen;

2° hetzij op de datum met ingang waarvan zij zonder onderbreking een ambt hebben uitgeoefend dat ten minste gelijkwaardig is met het ambt dat overeenstemt met de graad die zij hadden op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951, echter zonder dat de datum der ranginneming mag liggen vóór 25 Mei 1947, zo de betrokkenen niet beantwoorden aan de voorwaarden waarop gewezen werd sub 1°.

.../...

Die personeelsleden worden gerangschikt met de personeelsleden bij artikel 3 van dit besluit bedoeld en volgens de regelen gesteld bij dat artikel 3, derde en vierde lid.

Artikel 7.-

De personeelsleden na 24 Mei 1947 en vóór 4 Januari 1951 tot de proeftijd toegelaten, of zij het examen voor vaste aanstelling al dan niet hebben afgelegd, en die hun rang innemen op een zelfde datum, worden niet gerangschikt overeenkomstig artikel 34 ter van het statuut van het Rijkspersoneel, maar volgens de punten behaald bij het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd.

Indien personeelsleden als in het vorige lid bedoeld en personeelsleden als bedoeld in artikel 3, vierde lid, op een zelfde datum hun rang innemen, worden zij gerangschikt volgens de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen en subsidiair volgens de punten die zij hebben behaald.

Artikel 8.-

De in de artikelen 6 en 7 bedoelde rangorde van de personeelsleden die zonder examen tot de proeftijd worden toegelaten bij toepassing van het besluit van de Regent van 3 Mei 1948 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder, in de door het statuut vastgelegde zin, tot Rijksambtenaar kunnen benoemd worden de leden en gewezen leden van het personeel der Kolonie, de leden van de Rechterlijke Macht, van de Raad van State en van het Rekenhof, de militairen

.../...

en het administratief personeel van de griffies, de parketten, van de Raad van State en van het Rekenhof, wordt door de bevoegde minister op advies van de directieraad bepaald.

Artikel 9.-

De personeelsleden bedoeld in artikel 18 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 nemen hun rang in op de datum met ingang waarvan zij het ambt van de graad die hun krachtens voornoemd artikel 18 is toegekend uitoefenen.

Ingeval de datums van ranginneming voor anciënniteit dezelfde zijn, worden de bij dit artikel bedoelde personeelsleden gerangschikt naar de datum van het proces-verbaal van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd of van het examen voor toelating in vaste dienst en subsidiair volgens de in die examens behaalde punten.

Artikel 10.-

De datum van ranginneming en de rangorde der personeelsleden die geregulariseerd zijn bij toepassing van artikel 11 van het besluit van de Regent van 30 April 1947, gewijzigd bij dat van 10 April 1948, en bij toepassing van artikel 27 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951, worden op advies van de directieraad door de bevoegde minister bepaald op gelijkluidend advies van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

De datum van ranginneming mag evenwel nooit liggen vóór 25 Mei 1947, noch na de datum waarop de akte van regularisatie is genomen.

.../...

Artikel 11.-

De leden van het Rijkspersoneel die vóór 25 Mei 1947 stagiaire of vast aangesteld waren en na die datum, ingevolge een reeds vóór de inwerkingtreding van dit besluit afgelegd examen, in een andere aanvangsgraad van hun categorie of in een graad van een hogere categorie benoemd zijn of zullen worden, nemen hun rang in op 25 Mei 1947, maar worden gerangschikt vóór de personeelsleden die voor de regularisatiemaatregelen in aanmerking komen.

Dezelfde regel wordt toegepast bij benoeming in een hogere graad ingevolge het eerste examen dat na de inwerkingtreding van dit besluit te hunnen behoeve wordt ingericht. Verkeren zij evenwel in een der gevallen bepaald bij artikel 9, vierde lid, van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951, gewijzigd bij dat van 12 December 1951, dan nemen zij hun rang in op de datum met ingang waarvan zij hun nieuw ambt uitoefenen.

De onderscheiden rangorde van de bij dit artikel bedoelde personeelsleden wordt opgemaakt in de onderstaande volgorde :

A. Wat betreft de personeelsleden in een andere aanvangsgraad van dezelfde categorie benoemd :

1° de personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit besluit in de nieuwe graad zijn benoemd;

2° de andere personeelsleden.

.../...

De onder 1° en 2° bedoelde personeelsleden worden onderscheidenlijk gerangschikt overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 Januari 1940 tot vaststelling van de overgangsbepalingen inzake aanwerving en bevordering, genomen ter uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel.

B. Wat betreft de personeelsleden in een graad van de hogere categorie benoemd :

1° de personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit besluit in de nieuwe graad zijn benoemd;

2° de personeelsleden die bij toepassing van het koninklijk besluit van 3 Januari 1940 toegang hebben tot de hogere categorie.

De onder 1° en 2° bedoelde personeelsleden worden onderscheidenlijk gerangschikt volgens de reglementsbepalingen die thans voor hun rangorde gelden;

3° de personeelsleden die toegang hebben tot de hogere categorie dank zij hun slagen voor een vergelijkend toelatingsexamen of voor een openbaar vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd, volgens de datum van het proces-verbaal der sluiting van het examen en subsidiair volgens de in die examens behaalde punten.

Artikel 12.-

In afwijking van de artikelen 2 tot 7 van dit besluit, worden de datum van ranginneming en de rangorde

.../...

van het personeelslid, geregulariseerd ingevolge een vergelijkend examen dat toegang verleent tot betrekkingen in een ander bestuur dan dat waarin hij vast wordt benoemd, op advies van de directieraad vastgesteld door de minister tot wiens bevoegdheid laatstbedoeld bestuur behoort.

Evenzo worden de datum der ranginneming en de rangorde van het personeelslid, geregulariseerd in een andere graad dan die waarvoor het voor de regularisatie in aanmerking genomen vergelijkend examen is afgelegd, op advies van de directieraad vastgesteld door de minister onder wie hij ressorteert.

De datum van ranginneming toegewezen onder de voorwaarden bepaald in de vorige leden kan evenwel niet liggen vóór die welke aan het personeelslid zou toegewezen zijn, zo hij geregulariseerd was in het bestuur of de graad waarvoor het vergelijkend examen ingericht was.

Anderdeels kan die datum niet liggen na de datum waarop de akte van regularisatie is genomen, noch na die welke toegewezen is aan de personeelsleden die geregulariseerd zijn ingevolge het eerste vergelijkend examen of examen voor het in beschouwing genomen bestuur of de in beschouwing genomen graad, dat volgt op dat waaraan de betrokkene zijn regularisatie te danken heeft.

Artikel 13.-

De datum van ranginneming en de rangorde van het vast benoemd of stagedoend personeelslid dat van het ene ministerie naar het andere wordt overgeplaatst, worden op advies van de directieraad vastgesteld door de minister onder wie de betrokkene ingevolge zijn overplaatsing ressorteert.

.../...

Dezelfde regel wordt toegepast op het vast benoemd of stagedoend personeelslid dat benoemd wordt in een gelijkwaardige, maar anders genaamde betrekking dan die welke hij tevoren in hetzelfde of in een ander ministerie vervulde.

De datum van ranginneming, toegewezen overeenkomstig de vorige leden, kan niet liggen vóór die welke het personeelslid in zijn vorige toestand had. Hij kan ook niet liggen na de datum waarop de akte met de aanwijzing voor de nieuwe dienst is genomen.

Het personeelslid behoudt evenwel steeds de datum van ranginneming en de rangorde welke hij in zijn vorige toestand had, wanneer het administratief statuut van het Rijkspersoneel de bevordering tot een hogere graad, zelfs voor betrekkingen met verschillende benaming, door overgang van het ene ministerie naar het andere of van de ene dienst naar de andere van hetzelfde ministerie mogelijk maakt.

De in de eerste drie leden gestelde regelen worden ook toegepast wanneer een vast benoemd of stagedoend personeelslid zonder wijziging in graad van het ene bestuur naar het andere in hetzelfde ministerie wordt overgeplaatst en wanneer het organiek reglement, dat van kracht is op de datum waarop de akte met de aanwijzing voor de nieuwe dienst wordt genomen, de bevordering tot een hogere graad door overplaatsing van de ene dienst naar de andere in hetzelfde ministerie verbiedt.

.../...

Artikel 14.-

Dit besluit is van toepassing op de adjunct-inspecteurs van financiën, de adjunct-begrotingsadviseurs en de adjunct-adviseurs van algemeen bestuur.

Deze personeelsleden kunnen zich evenwel onder elkaar niet op die bepaling laten voorstaan in geval van mededinging naar een ambt van inspecteur van financiën, begrotingsadviseur of adviseur van algemeen bestuur. In zodanig geval nemen zij hun rang in op de datum waarop zij tot de proeftijd of op proef zijn toegelaten.

In afwijking van artikel 9 van het besluit van de Regent van 1 April 1948 steunt de rangorde van de geslaagden voor een zelfde vergelijkend examen alleen op de uitslagen van het vergelijkend examen voor toelating, zo zij op een zelfde datum en vóór de inwerkingtreding van de wet van 28 December 1950 tot het ambt zijn toegelaten.

Artikel 15.-

Voor de toepassing van dit besluit moet men verstaan onder "in een vergelijkend examen behaalde punten", de uitslagen der examens met uitsluiting van de puntenvoorgift en van de reclasseringen verricht krachtens artikel 4 van de wet van 3 Augustus 1919/27 Mei 1947, en krachtens het besluit van de Regent van 25 Juni 1949 tot inrichting van buitengewone vergelijkende examens tot toelating in de vaste betrekkingen van de Staatsbesturen, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 25 Augustus 1949.

.../...

Artikel 16.-

De minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, beslist over de gelijkwaardigheid der ambten, bedoeld in de artikelen 2 tot 6 van dit besluit. De ambten uitgeoefend in andere openbare diensten dan de Rijksbesturen worden slechts in aanmerking genomen, zo de betrokkenen van ambtswege voor die ambten werden aangewezen nadat zij in een Rijksbestuur dienst hadden gedaan.

Artikel 17.-

De personeelsleden, in stagedienst benoemd krachtens het besluit van 23 Juni 1951, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 December 1951, die achteraf mochten slagen voor een normaal vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd, zullen hun hoedanigheid van stagiaire niet mogen inroepen om een voordeliger ranginneming of rangorde te bekomen dan de andere candidaten die voor dat vergelijkend examen mochten slagen.

Artikel 18.-

Onze ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Eerste-Minister,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs: de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	A.BERNARD, P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H.Eerste-Minister.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.